

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/11
8 mai 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2008

TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES

Rapport présenté par la Nouvelle-Zélande

Article premier

1. La Nouvelle-Zélande considère comme une composante fondamentale des multiples efforts de non-prolifération nucléaire l'engagement pris au titre de cet article par les États dotés d'armes nucléaires de ne pas contribuer à la prolifération de ces armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Cet engagement est important également au regard de la menace de voir des acteurs non étatiques acquérir de tels articles.

Article II

2. La Nouvelle-Zélande respecte pleinement les engagements qu'elle a pris au titre de cet article. Les nouvelles obligations qu'impose à la Nouvelle-Zélande le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) sont régies par la loi de 1987 relative à la zone exempte d'armes nucléaires, au désarmement et à la maîtrise des armements. La Nouvelle-Zélande a eu l'occasion d'exprimer dans différentes instances, y compris à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et dans le cadre de contacts bilatéraux son souci de voir les autres États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité se conformer à celui-ci.

Article III

3. La Nouvelle-Zélande a conclu avec l'AIEA un accord de garanties et le Protocole additionnel type relatif à l'Accord. En 2001, l'AIEA a déterminé que la Nouvelle-Zélande se conformait pleinement à tous ses engagements en matière de garanties. Celles-ci ne s'appliquent qu'à des activités mineures, la Nouvelle-Zélande ne possédant ni armes nucléaires, ni centrale nucléaire, ni réacteur nucléaire et ne produisant ni uranium ni autre matière pertinente. La Nouvelle-Zélande, qui a signé un protocole relatif aux petites quantités de matières, a appuyé la décision de l'AIEA et les efforts déployés par celle-ci pour modifier ledit protocole afin de combler les lacunes que l'Agence a relevées dans le système de garanties.

4. La Nouvelle-Zélande impose des contrôles à l'exportation de matières et de biens à double usage susceptibles d'être utilisés dans le cadre d'un programme d'armes nucléaires. Ces contrôles sont coordonnés avec ceux appliqués à d'autres membres du Groupe des fournisseurs nucléaires, dont la Nouvelle-Zélande fait partie depuis 1994.

Article IV

5. La Nouvelle-Zélande réaffirme le droit inaliénable des États parties d'avoir accès à des technologies nucléaires pacifiques, dès lors qu'il s'exerce conformément aux articles I^{er}, II et III du Traité.

6. La Nouvelle-Zélande a rejeté en ce qui la concerne la production d'énergie nucléaire. Elle estime que l'énergie nucléaire n'est pas compatible avec la notion de développement durable, eu égard aux coûts à long terme, tant financiers qu'écologiques, des déchets nucléaires, et au risque de prolifération nucléaire. La Nouvelle-Zélande estime qu'il existe d'autres sources d'énergie plus durables pouvant être mises en valeur, et que tout débat responsable sur l'énergie nucléaire devrait être équilibré et prévoir l'examen des risques et coûts importants et des intérêts en jeu.

7. La Nouvelle-Zélande a plaidé devant des instances comme la Conférence générale de l'AIEA pour qu'on prête une grande attention à la sécurité du transport de matières et déchets radioactifs. Elle tient à ce que soient définies et pleinement appliquées les normes de sécurité les plus exigeantes possible, que les États côtiers et autres États intéressés soient informés à l'avance de tout envoi de ces matières ou déchets et que des arrangements appropriés définissent les responsabilités à cet égard.

Article V

8. La Nouvelle-Zélande prend activement part à la promotion de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui, en tant qu'une des 13 mesures concrètes énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, constituerait une étape importante sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. À l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, la Nouvelle-Zélande a été, avec l'Australie et le Mexique, un des principaux auteurs de la résolution 62/59 (Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), dans laquelle l'Assemblée générale priait instamment tous les États n'ayant pas encore signé le Traité de le signer et de le ratifier dès que possible. Cette résolution continue de bénéficier d'un appui solide.

Article VI

9. Avec ses partenaires de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, la Nouvelle-Zélande s'est employée à encourager des négociations de bonne foi en vue de l'arrêt de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. À l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, la Nouvelle-Zélande a été, avec ses partenaires de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, un des principaux auteurs de la résolution 62/25 (Vers un monde exempt d'armes nucléaires: accélération de la mise en œuvre des engagements en matière de désarmement nucléaire), dans laquelle l'Assemblée générale mettait en lumière les progrès limités réalisés en ce qui concerne de nombreuses questions relatives au TNP et demandait à tous les États de s'acquitter scrupuleusement de leurs engagements.

10. À l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, la Nouvelle-Zélande a également eu le plaisir de promouvoir, avec le Chili, le Nigéria, la Suède et la Suisse, une nouvelle résolution dans laquelle l'Assemblée engageait à prendre des mesures concrètes pour réduire le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires. La résolution 62/36 (Réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires) a suscité de très vives manifestations d'appui. La Nouvelle-Zélande va maintenant s'efforcer de tirer parti de cette solide fondation pour réaliser des progrès tangibles sur cette question d'importance vitale.

11. À la Conférence du désarmement, la Nouvelle-Zélande continue d'appuyer les propositions concernant un programme de travail dans lequel figureraient, notamment, le désarmement nucléaire, les matières fissiles, les garanties négatives de sécurité et l'espace. L'ouverture à la Conférence du désarmement de négociations concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, sans condition, représenterait une contribution importante au désarmement et à la non-prolifération nucléaires.

Article VII

12. La Nouvelle-Zélande est un ardent défenseur de la contribution que peuvent apporter les zones exemptes d'armes nucléaires en vue du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Elle est partie au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires du Pacifique Sud de 1985 (le Traité de Rarotonga, dont les dispositions sont également reprises dans la loi de 1987 relative à la zone exempte d'armes nucléaires, au désarmement et à la maîtrise des armements).

13. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans l'hémisphère austral demeure un des objectifs clefs de la Nouvelle-Zélande et celle-ci œuvre de concert avec le Brésil à l'Assemblée générale des Nations Unies pour promouvoir cette initiative. La Nouvelle-Zélande se félicite de la récente ratification par le Gabon, le Mozambique et le Rwanda du Traité de Pelindaba, dont l'entrée en vigueur est essentielle à la bonne marche de cette initiative. Elle se félicite également des progrès enregistrés en termes de ratification en faveur de la zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, notamment de la toute récente adhésion par le Turkménistan.

Article VIII

14. La Nouvelle-Zélande défend le texte du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tel qu'il est. Elle participera pleinement aux travaux de la huitième Conférence d'examen et de son comité préparatoire.

Article IX

15. La Nouvelle-Zélande continue de souligner l'importance de l'adhésion de tous les États au TNP et d'appeler l'Inde, Israël et le Pakistan à adhérer, à titre prioritaire, au Traité en qualité d'États non dotés d'armes nucléaires, conformément à l'article IX.

16. La Nouvelle-Zélande demeure préoccupée par l'annonce du retrait de la République populaire démocratique de Corée du TNP. Elle soutient résolument les pourparlers à six, dans l'espoir que ceux-ci finiront par convaincre la République populaire démocratique de Corée de

redevenir un membre actif du Traité, de remplir ses obligations en vertu du Traité et de reprendre sa coopération avec l'AIEA.

Article X

17. La Nouvelle-Zélande fait partie des pays qui ont décidé par consensus en 1995 de proroger indéfiniment le TNP. La Conférence d'examen de 1995 a adopté un ensemble de décisions. Toutes ces décisions restent d'actualité. La Nouvelle-Zélande considère que la prorogation du TNP ne signifie pas une autorisation de posséder indéfiniment des armes nucléaires.

Treize mesures

18. La Nouvelle-Zélande a ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en mars 1999, après avoir participé activement à sa négociation. À l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007, elle a été l'un des principaux auteurs de la résolution sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, dans laquelle l'Assemblée réitérait son appel à une adhésion universelle au Traité. La Nouvelle-Zélande a eu le plaisir de coprésider en 2007 la Conférence convoquée en vertu de l'article XIV, au cours de laquelle les États signataires ont renouvelé leur engagement à œuvrer en faveur de la ratification universelle du Traité et de son entrée en vigueur rapide.

19. La Nouvelle-Zélande a collaboré avec les pays du Pacifique à la mise en place du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, qui porte interdiction des essais nucléaires. Il y a vingt ans de cela, la Nouvelle-Zélande a fait de son territoire une zone exempte d'armes nucléaires en adoptant la loi de 1987 relative à la zone exempte d'armes nucléaires, au désarmement et à la maîtrise des armements.

20. La Nouvelle-Zélande a soutenu activement les initiatives prises pour surmonter l'incapacité de la Conférence du désarmement de se mettre d'accord sur un programme de travail. Elle appuie les efforts déployés actuellement à la Conférence en vue de s'entendre sur un programme de travail qui verrait l'ouverture de la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles et l'engagement des débats de fond portant sur le désarmement nucléaire, les garanties négatives de sécurité et l'espace.

21. La Nouvelle-Zélande a fait valoir, avec ses partenaires de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, qu'il était impératif que le désarmement nucléaire, la réduction des arsenaux nucléaires et les autres mesures de limitation des armements nucléaires soient irréversibles. Dans la résolution 62/25 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007 sur proposition de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, l'Assemblée a réaffirmé que le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont des processus qui se renforcent mutuellement et pour lesquels il est urgent que des progrès irréversibles soient accomplis sur les deux fronts.

22. Avec ses partenaires de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, la Nouvelle-Zélande exhorte les États à tenir l'engagement sans équivoque qu'ils ont pris de concert à la Conférence d'examen du TNP de 2000 d'éliminer complètement leurs arsenaux nucléaires. Cet engagement reste d'actualité. La Nouvelle-Zélande a rappelé les États à leurs devoirs dans différentes

déclarations faites dans le cadre du TNP. L'engagement sans équivoque pris par tous les États parties au TNP est la base sur laquelle reposent les efforts que la Coalition continue de déployer.

23. La Nouvelle-Zélande se félicite du vaste soutien manifesté en 2007 en faveur de l'adoption de mesures concrètes visant à réduire le niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires, de manière à garantir que l'état élevé d'alerte est abaissé pour toutes les armes nucléaires. La réduction du nombre d'armes déployées et du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires contribue au désarmement nucléaire par le renforcement des mesures de confiance et de transparence, et vient confirmer l'affaiblissement du rôle attribué aux armes nucléaires dans les politiques de sécurité.

24. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'engagement pris par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie en vue de mettre au point un arrangement juridiquement contraignant dans le contexte de l'après-START. Elle soutient aussi de longue date l'Initiative trilatérale des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et de l'AIEA.

25. La Nouvelle-Zélande prend note et se félicite du fait que tous les États non dotés d'armes nucléaires ont déjà accepté des contrôles exhaustifs des matières fissiles. Ces contrôles sont vérifiés et administrés par l'AIEA. La Nouvelle-Zélande exhorte les États dotés d'armes nucléaires à prendre des engagements analogues dans ce domaine. La Nouvelle-Zélande soutient la prompte négociation d'un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles et autres dispositifs explosifs nucléaires. Elle se félicite des efforts que déploie actuellement la Conférence du désarmement pour parvenir à la négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

26. Le Gouvernement néo-zélandais participe à toute une gamme d'activités de désarmement portant sur les armes de destruction massive et les armes classiques. En participant activement à l'application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de la Convention sur les armes chimiques et de la Convention sur les armes biologiques, la Nouvelle-Zélande fait campagne pour que des progrès soient accomplis dans l'élimination complète des armes de destruction massive. Au sein de la communauté internationale, elle joue aussi un rôle moteur en vue de mieux réglementer l'utilisation de certaines armes classiques, notamment les munitions à dispersion. Elle est partie également à quatre grands régimes de contrôle des exportations, à savoir le Groupe de l'Australie, l'Arrangement de Wassenaar, le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Régime de contrôle des technologies de missile.

27. La Nouvelle-Zélande a présenté un rapport à la première session du Comité préparatoire de la huitième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dans lequel elle décrit les progrès qu'elle a accomplis en ce qui concerne chacun des articles du Traité. Le mécanisme de présentation de rapports énoncé dans cette mesure est essentiel sur le plan de la transparence et de l'instauration de la confiance quant à l'application du Traité par les États.

28. La Nouvelle-Zélande a apporté un appui solide au système de garanties renforcées de l'AIEA, notamment dans les discussions sur le désarmement au niveau régional. Le système de garanties de l'AIEA est un élément essentiel du régime mondial de non-prolifération. La Nouvelle-Zélande estime qu'un protocole additionnel, associé à un accord de garanties complet avec l'AIEA, constitue aujourd'hui la norme en matière de vérification et devrait

systématiquement subordonner tout nouvel arrangement concernant la fourniture de matières ou équipements nucléaires. L'application universelle du système de garanties intégrées, y compris les protocoles additionnels, serait de nature à promouvoir la sécurité collective. La Nouvelle-Zélande continue à demander aux États qui n'ont pas encore conclu d'accord de garanties avec l'AIEA de le faire dès que possible.

Résolution sur le Moyen-Orient

29. Le Gouvernement néo-zélandais a toujours eu pour politique d'adopter une approche équilibrée et constructive du conflit arabo-israélien. La Nouvelle-Zélande défend le droit d'Israël d'exister dans des frontières sûres et reconnues. Parallèlement, elle considère que les Palestiniens ont le droit à l'autodétermination et à un État viable et d'un seul tenant. Elle est partisane de la négociation d'un accord de paix juste, durable et global au Moyen-Orient, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité – notamment les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) – et aux principes énoncés dans les accords qu'ont conclus les deux parties. Toute modification par rapport aux frontières d'avant 1967 devrait faire l'objet d'un accord des deux parties.

30. La Nouvelle-Zélande préconise également l'intensification des efforts de stabilisation par la voie de la diplomatie, de missions de maintien de la paix, d'une aide ciblée et d'efforts diplomatiques en vue de négociations internationales.

31. Avec ses partenaires de la Coalition pour un nouvel ordre du jour, la Nouvelle-Zélande souligne l'importance de l'adhésion de tous les États au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle appelle tous ceux qui ne l'ont pas encore fait, y compris Israël, à signer et à ratifier le Traité et à appliquer les garanties généralisées de l'AIEA. La Nouvelle-Zélande demeure particulièrement préoccupée par le fait qu'il subsiste en Israël des installations non soumises aux garanties, et s'efforce de remédier à cette situation, de concert avec l'Assemblée générale des Nations Unies, le processus d'examen du TNP et la Conférence générale de l'AIEA.

32. La Nouvelle-Zélande réitère son appel à l'Iran pour qu'il se conforme aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et aux résolutions de l'AIEA concernant son programme nucléaire. Elle lui demande de prendre les mesures propres à rassurer sur son programme nucléaire et à régler les questions en suspens recensées par l'AIEA.

33. La Nouvelle-Zélande continue de soutenir l'établissement de toutes les zones régionales exemptes d'armes nucléaires. Elle appuie chacun des efforts déployés pour créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive.
